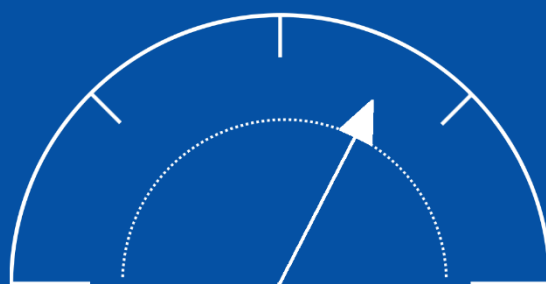


LE BAROMÈTRE MENSUEL DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Numéro 28 – Août 2023

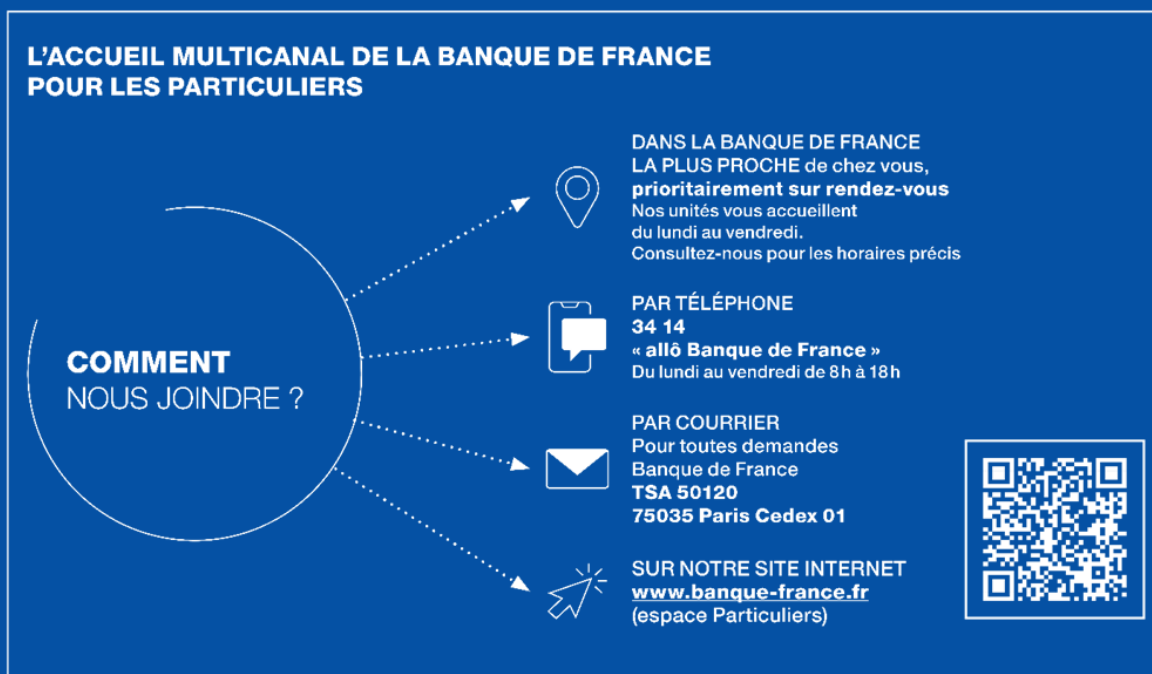


La hausse du nombre de dossiers de surendettement déposés demeure modérée sur les sept premiers mois de l'année 2023 par rapport aux sept premiers mois de l'année 2022 (+ 6% en cumul). Par rapport aux sept premiers mois de l'année 2019, année de référence, la baisse du nombre de dépôts est de 20%.

Le nombre de désignations d'établissements dans le cadre de la procédure de droit au compte est en diminution de 23% par rapport à juillet 2022 et de 8% depuis le début de l'année.

Le volume des nouvelles déclarations d'incidents sur remboursement de crédit s'établit en baisse de 5% d'un mois sur l'autre et en progression de 8% par rapport à juillet 2022. Ces inscriptions sont toutefois au même niveau que celui enregistré en 2019 depuis le début de l'année (+ 2%). Les déclarations au fichier central des chèques enregistrent, quant à elles, une diminution de 11% comparée à juillet 2022 et de 1% en cumul depuis le mois de janvier.

Le nombre des demandes d'information ou d'accompagnement de particuliers adressées à la Banque de France sur des sujets d'inclusion financière via son accueil multicanal : guichet, téléphone (via le 34 14, numéro d'appel unique pour joindre la Banque de France), courrier, web demeure très supérieur à juillet 2022. Cette augmentation illustre le succès de la politique d'accueil multicanal de la Banque de France et en particulier de son numéro unique, le 34.14. Les consultations de l'espace « particuliers/ inclusion financière » du site internet de la Banque de France www.banque-france.fr sont stables depuis le mois d'avril 2023, mais toujours en forte augmentation par rapport à l'année 2022.



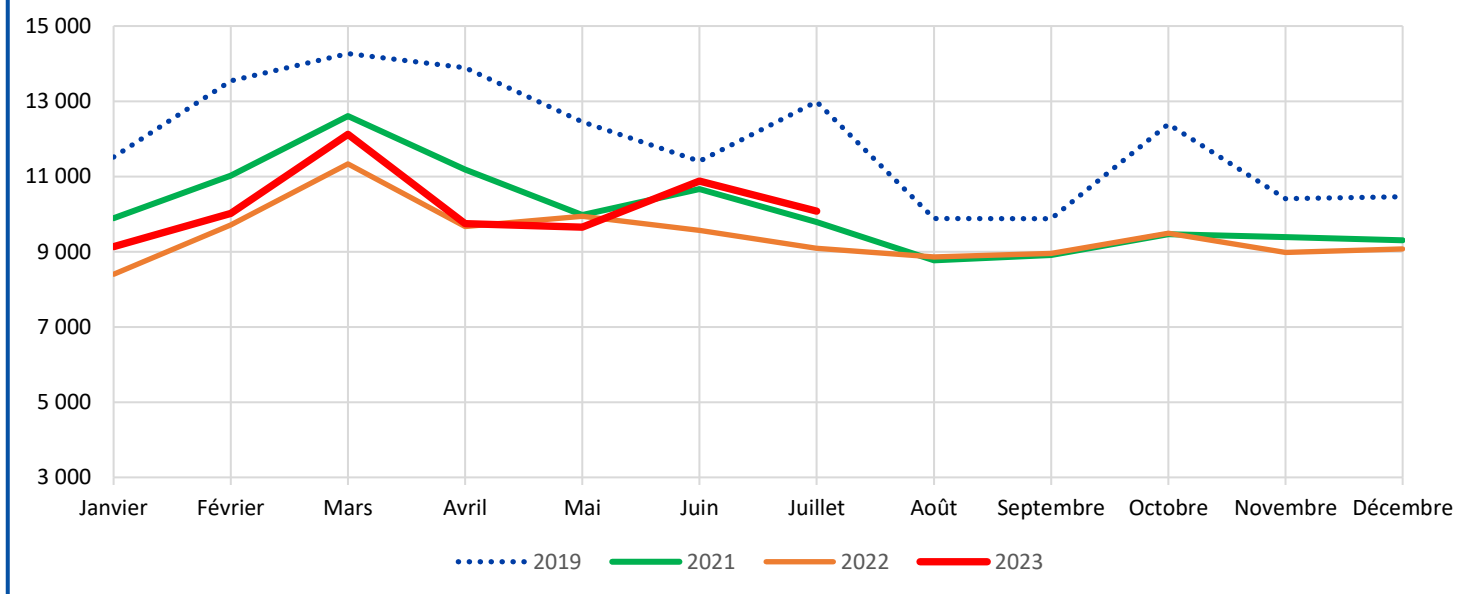
ÉLÉMENTS CONJONCTURELS SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE

1. Dépôts de dossiers de surendettement

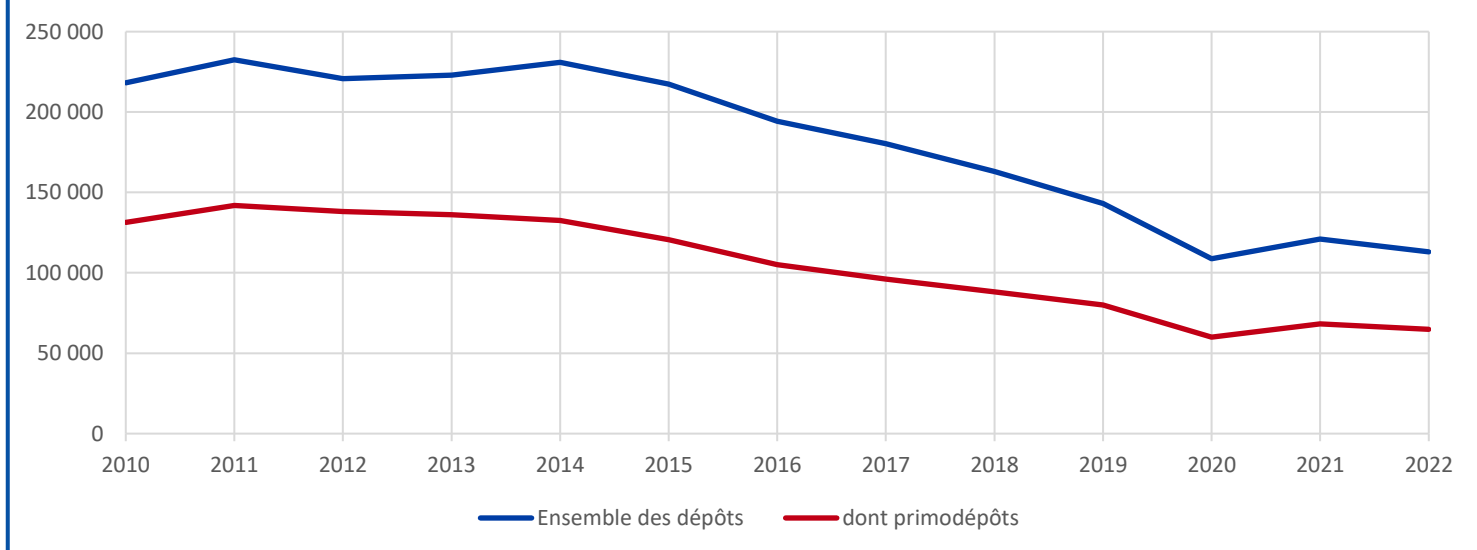
	juillet 2022	Juillet 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin juillet)	Cumul 2023* (à fin juillet)	Évolution du cumul 2023/2022
Dossiers déposés	9 087	10 075	11%	67 712	71 628	6%

* Données provisoires

Évolution mensuelle des dépôts de dossiers (en unités)



Dépôts de dossiers de surendettement
données annuelles 2010-2022 (en unités)



Des indicateurs statistiques détaillés sur le surendettement des ménages sont disponibles en annexe.

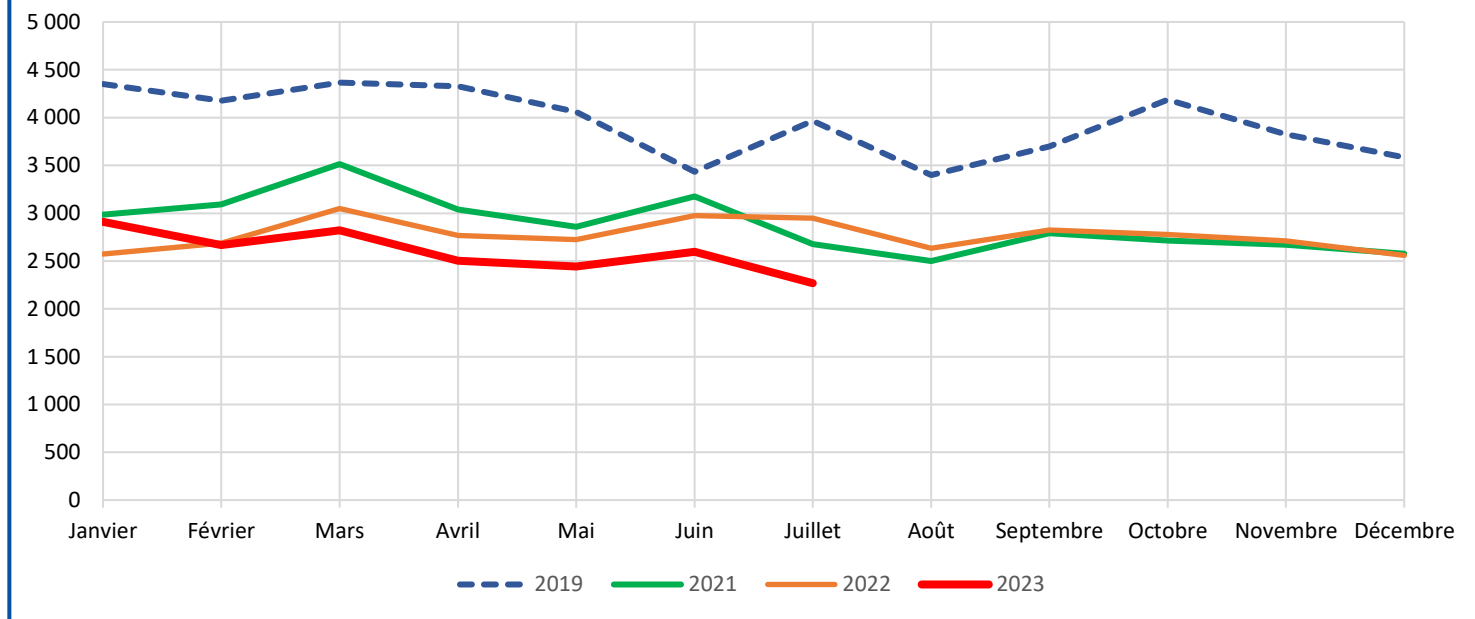
2. Mise en œuvre du droit au compte bancaire

Nombre de désignations de banques pour l'ouverture d'un compte

juillet 2022	Juillet 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin juillet)	Cumul 2023* (à fin juillet)	Évolution du cumul 2023/2022
2 947	2 268	-23%	19 722	18 211	-8%

*Données provisoires

Évolution mensuelle des désignations (en unités)



Informations sur le droit au compte accessibles [ici](#).

3. Fichiers d'incidents : inscriptions et consultation

Le FCC et le FICP

Le **fichier central des chèques** (FCC) recense les personnes qui ont émis un chèque sans provision, ainsi que les personnes s'étant vu retirer leur carte bancaire suite à un usage abusif. Le fichier recense également les cas, plus rares, de personnes sous le coup d'une interdiction judiciaire d'émettre des chèques.

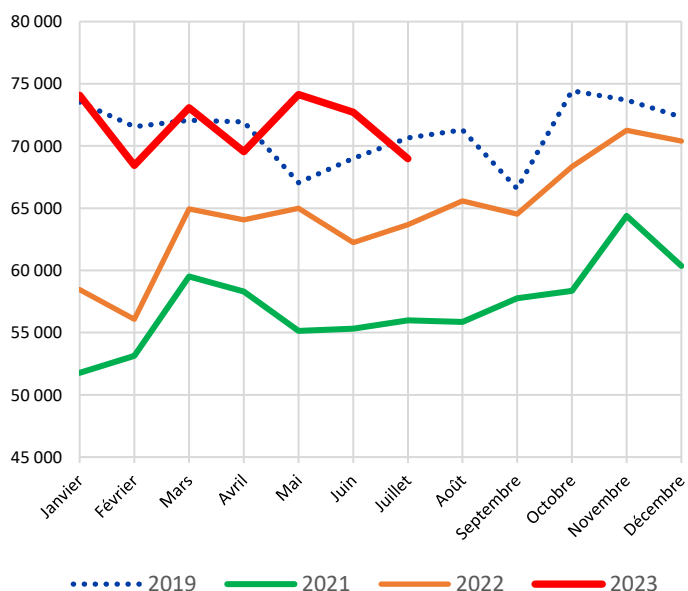
Le **fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers** (FICP) recense les personnes qui ont rencontré des difficultés dans le remboursement d'un crédit souscrit à titre personnel, ainsi que les personnes en situation de surendettement, dès la date du dépôt d'un dossier auprès du secrétariat d'une commission de surendettement.

Flux d'inscriptions de personnes au FICP et au FCC (en unités)

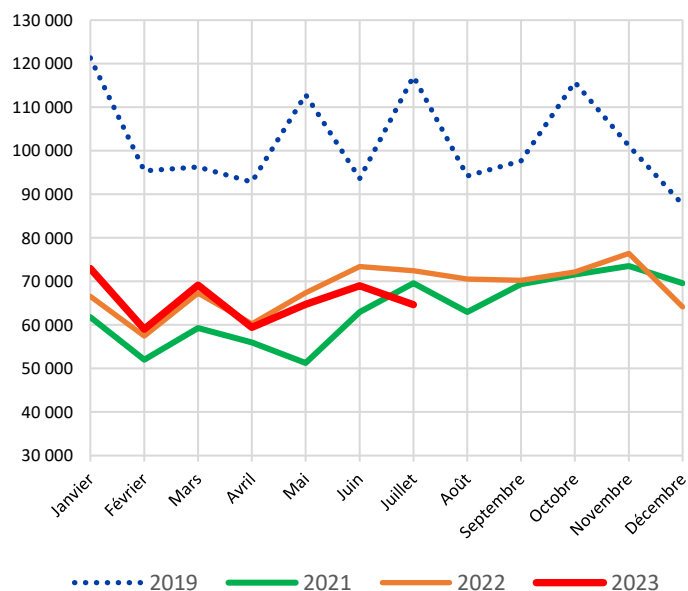
	juillet 2022	Juillet 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin juillet)	Cumul 2023* (à fin juillet)	Évolution du cumul 2023/2022
Inscriptions au FICP dont incidents de paiement	63 680 58 320	68 993 62 955	8% 8%	434 457 394 120	500 990 458 492	15% 16%
Inscriptions au FCC dont incidents sur chèque dont retraits de carte bancaire	72 460 63 970 8 989	64 671 57 679 7 386	-11% -10% -18%	464 815 411 281 56 730	459 007 402 921 59 028	-1% -2% 4%

* Données provisoires

FICP - Flux d'inscriptions mensuels



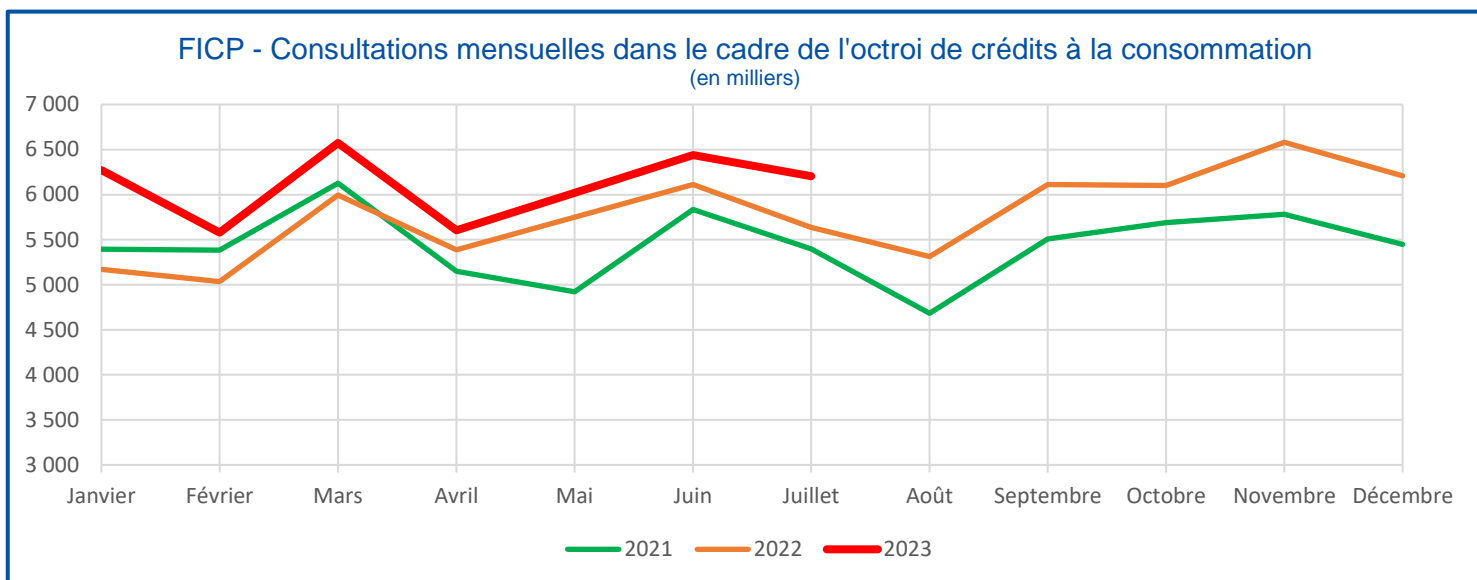
FCC - Flux d'inscriptions mensuels



Flux de consultation obligatoire dans le cadre de l'octroi de crédits à la consommation et de crédits immobiliers (en milliers)

	juillet 2022	Juillet 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin juillet)	Cumul 2023* (à fin juillet)	Évolution du cumul 2023/2022
Consultation du FCP dont crédits à la consommation dont crédits immobiliers	5 637 737	6 204 384	10% -48%	39 087 4 718	42 688 3 021	9% -36%

* Données provisoires



Informations sur les fichiers d'incidents accessibles [ici](#)

4. Personnes informées / accompagnées par la Banque de France sur un sujet d'inclusion financière

Nombre de personnes ayant sollicité les services de la BDF (téléphone, web, guichet, courrier)
**

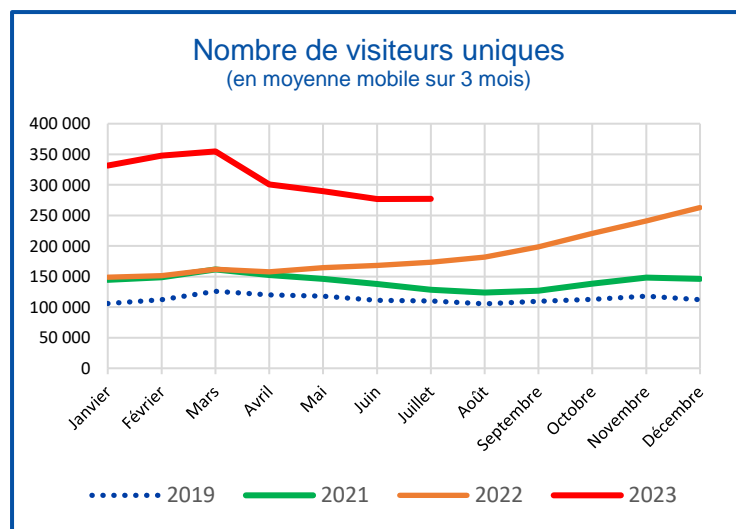
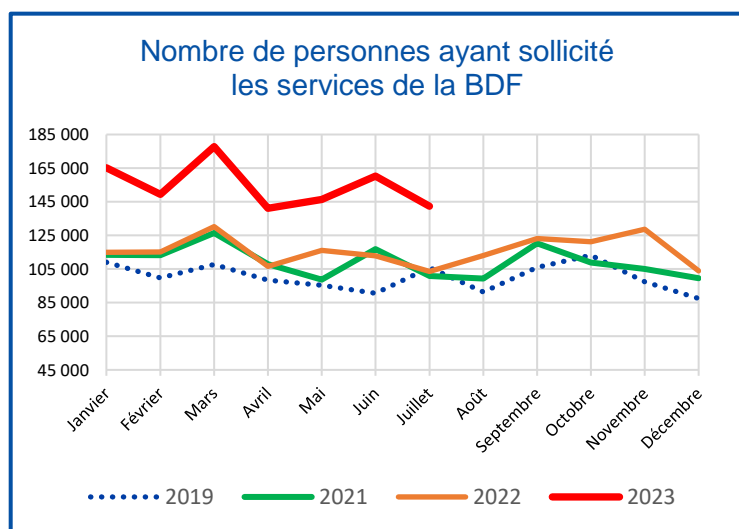
juillet 2022	Juillet 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin juillet)	Cumul 2023* (à fin juillet)	Évolution du cumul 2023/2022
103 544	142 358	37%	799 157	1 082 497	35%

**A partir de janvier 2023, le nombre d'appels téléphonique est établi de manière plus exhaustive, ce qui explique en partie la hausse constatée.

Nombre de visiteurs uniques sur l'espace particuliers-inclusion financière du site w w w .banque-france.fr (somme cumulée des visiteurs)

juillet 2022	Juillet 2023*	Évolution mensuelle 2023/2022	Cumul 2022 (à fin juillet)	Cumul 2023* (à fin juillet)	Évolution du cumul 2023/2022
164 723	274 702	67%	1 155 951	2 169 015	88%

* Données provisoires



Informations sur l'inclusion financière disponibles [ici](#)

ANNEXE – ÉLÉMENTS DE TYPOLOGIE SUR LE SURENDETTEMENT

Dossiers traités par les commissions de surendettement

(Dossiers en nombre, part en %)

	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023	T2 -2023*	2021	2022
Dossiers traités	26 148	26 044	25 106	23 926	25 514	115 209	102 963
dont dossiers suivis par un travailleur social	47,8	49,9	49,1	47,8	48,3	48,7	48,9
Cause de surendettement							
Licenciement/chômage	21,8	21,5	21,0	21,7	22,6	23,5	21,5
Maladie/accident/invalidité	14,4	14,7	15,7	14,9	15,0	14,3	14,8
Séparation/divorce	13,9	13,7	13,5	13,4	13,2	14,4	13,8
Décès d'un membre de la cellule familiale	2,9	2,9	3,1	3,0	2,9	3,0	3,0
Baisse des ressources	23,6	22,9	21,8	21,5	20,6	22,8	22,8
Autres	23,3	24,4	25,0	25,5	25,7	21,9	24,1

Sources : Banque de France

* Données provisoires

Profil sociodémographique

(En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023	T2 -2023*	2021	2022
Répartition par sexe							
Hommes	45,9	45,8	45,8	45,9	46,1	46,2	45,8
Femmes	54,1	54,2	54,2	54,1	53,9	53,8	54,2
Répartition par âge							
De 18 à 34 ans	18,9	20,0	20,6	19,3	20,9	21,6	21,8
De 35 à 54 ans	47,9	47,3	47,5	47,1	47,1	48,8	47,9
55 ans et plus	33,1	32,7	31,9	33,6	31,9	29,7	30,2

Sources : Banque de France

* Données provisoires

Situation au regard du logement

(En % du nombre de dossiers traités)

	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023	T2 -2023*	2021	2022
Locataires	76,0	76,4	75,9	75,2	75,7	75,8	76,0
Propriétaires et propriétaires accédants	9,3	8,6	8,5	8,8	8,4	9,6	9,0
Hébergés, occupants à titre gratuit et autres cas	14,7	15,0	15,6	16,0	15,9	14,6	15,0

Sources : Banque de France

Note : Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur

* Données provisoires

Niveau de vie des ménages surendettés

(En % du nombre de dossiers traités)

	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023	T2 -2023*	2021	2022
Ressources (R) < seuil de pauvreté	55,0	55,3	52,4	50,6	50,9	56,4	54,3
Seuil de pauvreté < (R) < revenu médian	37,6	37,7	40,0	40,7	40,5	37,0	38,4
R ≥ revenu médian	7,4	7,0	7,6	8,7	8,6	6,7	7,3

Sources : Banque de France

Notes : Le niveau de vie d'un ménage correspond à ses ressources mensuelles nettes par unité de consommation ; Pour un ménage d'une personne, le seuil de pauvreté et le niveau de vie médian sont respectivement de 1 129 et 1 881 euros en 2022.

* Données provisoires

Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des dossiers traités

(En % des dossiers concernés par chaque catégorie de dettes)

	T2 - 2022	T3 - 2022	T4 - 2022	T1 -2023	T2 -2023*	2021	2022
Dettes immobilières	11,9	10,5	10,8	10,5	10,3	12,6	11,3
Dettes à la consommation	72,4	71,2	71,7	72,4	72,2	72,4	71,7
Dettes de charges courantes	77,5	77,8	77,8	75,9	76,0	78,5	77,5
Autres dettes	72,8	73,0	72,5	73,7	73,4	72,5	72,5

Sources : Banque de France

Note : Les autres dettes sont composées des autres dettes financières et autres dettes.
Note de lecture : au 4^{ème} trimestre 2022, 10,8% des dossiers traités comportent au moins une dette immobilière.

* Données provisoires

Enquête typologique et autres études sur le surendettement des ménages disponibles [ici](#).

ANNEXE – DONNÉES SUR L'ACTIVITÉ DES COMMISSIONS DE SURENDETTEMENT ET LE TYPE DE SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE AU PROFIT DES PERSONNES SURENDETTÉES

Indicateurs statistiques sur le surendettement

	Jun 2023	Juillet 2023*	Cumul de janvier à juillet		2022
			2022	2023*	
Dossiers déposés	10 875	10 075	67 712	71 628	113 082
Dossiers recevables	10 042	8 787	60 445	61 091	102 595
Dossiers traités par les commissions (A+B+C+D)	10 902	9 681	68 678	67 217	118 199
Dossiers irrecevables (A)	6,8%	7,4%	5,0%	6,6%	5,2%
Mesures de rétablissement personnel (B)	36,3%	32,8%	37,8%	34,6%	37,8%
Mesures imposées suite RPsans LJ	36,0%	32,5%	37,6%	34,3%	37,5%
Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Mesures de réaménagement des dettes (C)	49,8%	51,9%	50,3%	51,3%	50,0%
Plans conventionnels perennes	3,0%	2,8%	3,3%	3,1%	3,1%
Plans d'attente	3,5%	3,7%	4,3%	3,8%	4,1%
Mesures perennes	33,0%	34,4%	33,7%	34,4%	33,7%
Mesures d'attente	10,2%	10,9%	9,0%	10,0%	9,0%
Dossiers clôturés (D) (y compris constats de non-accord n'ayant pas fait l'objet d'une ouverture des mesures)	7,1%	8,0%	6,9%	7,5%	7,0%
Relations avec les tribunaux Nombre de dossiers faisant l'objet d'un recours ou d'une contestation	2 021	2 161	13 558	12 949	23 213

* Données provisoires

Source : Banque de France

En juillet 2023, 10 075 dossiers ont été déposés auprès des commissions de surendettement, celles-ci en ayant traité 9 681 dans le cadre des dispositions législatives en vigueur.

Fin avril 2023, 67 115 primodépôts ont été enregistrés sur 12 mois glissants, représentant 58,4 % de l'ensemble des dépôts sur la période.

Schéma de la procédure en vigueur depuis janvier 2018

